

# Pol Cant

information

Spécial Sommet d'Evian



Hors Série août 2003

## Spécial Sommet d'Evian

### Editeur

Association de la Revue de  
la Police cantonale vaudoise  
Centre Blécherette  
1014 Lausanne

### Rédacteur responsable

Jean-Christophe Sauterel

### Responsable d'édition

Guy-Charles Monney

### Rédacteurs

Jean-Philippe Narindal  
Marie Reszler  
Pierre-Martin Moulin

### Photos

Maurice Monney, Pol Cant  
Charles Dagon, Pol Cant  
Nicolas Spring, Pol Cant  
Jean-Christophe Sauterel,  
Pol Cant  
François Randin, Pol mun  
Lausanne  
Jean-Bernard Sieber,  
Agence ARC  
Frédérique Chambettaz, CGN  
Team Concept Vidéo Production,  
Romanel-Lausanne

### Conception et réalisation

Tasmanie SA, Lausanne

### Photolithos et impression

Imprimerie Corbaz SA,  
Montreux

Nos remerciements vont à toutes  
les personnes qui ont collaboré à ce  
numéro spécial et écrit quelques  
lignes sur le sujet

© Police cantonale vaudoise

4	Editorial
6-17	Planification
15-25	Opérationnel
26-27	Chronologie
28-33	Opérationnel
34-35	Désengagement
36	Partenaires
38-39	Remerciements
50-51	Anecdotes et photos insolites



L a u s a n n e



## Les limites du fédéralisme sont bien loin d'être atteintes



© Mohammed Zouhri

Ainsi donc, et pour moult raisons souvent peu innocentes, le sommet d'Evian et son lot d'incertitudes sécuritaires aurait démontré qu'en cette matière on aurait atteint aux limites du fédéralisme; entendez par là que le modèle d'organisation choisi par les constituants de 1848 serait à ce point d'obsolescence que seul un pouvoir centralisé, faisant fi des "particularismes" cantonaux, pourrait être à même d'assurer aux citoyens l'ordre et la sécurité!

L'effet oratoire n'est pas nouveau et suggère une théorie traversant les siècles, de l'Empire romain à l'Amérique du Président Bush, celle des pouvoirs d'exception réunis en un seul lieu, en un seul cénacle, donnant droit de guerre, droit de "tout faire", droit de bafouer, pour la cause annoncée comme la plus juste, les règles démocratiques sous prétexte de les protéger, elles et les individus pour qui ces dispositions devraient être imprescriptibles. S'agissant d'un débat aussi ancien que la démocratie, je doute pouvoir y apporter une réflexion innovante et c'est donc tout naturellement vers la défense d'un système ayant fait très largement ses preuves que s'achèment mes conclusions.

La plupart de ceux qui réclament à cor et à cri ce pouvoir d'exception et son institutionnalisation pérenne commettent une sottise ou, pire, un péché d'orgueil. La Confédération helvétique n'est pas un bloc monolithique omnipotent

centralisé dans une capitale mais bien une réunion d'Etats dotés - en temps de paix - de souveraineté et de pouvoirs étendus, y compris d'exception selon le principe "salus populi suprema - et sola - lex esto" (le salut du peuple est loi suprême, et la seule).

Vouloir transférer les pouvoirs de décision des Conseils d'Etat à une instance supérieure équivaldrait à jeter l'anathème sur les exécutifs cantonaux en les accusant de faiblesse ou, pire, d'incompétence. Or, je prétends - témoin privilégié - que durant le sommet d'Evian les circonstances exceptionnelles étaient bien réalisées et pourtant, à aucun moment, sur le plan cantonal, le gouvernement par les moyens ordinaires, donc respectant la séparation des pouvoirs et les droits fondamentaux, n'a ressenti la nécessité d'en appeler à d'autres moyens, donc de pouvoirs d'exception, donc encore moins le recours décisionnel à une instance supérieure.

Certes les cantons confédérés nous ont prêté assistance en mettant à notre disposition des policiers formés au maintien de l'ordre, certes l'armée s'est placée en subsidiarité de notre action, mais toujours sous la seule autorité cantonale ainsi qu'elle est prévue notamment en matière de police par les concordats intercantonaux signés ces trente dernières années.

Les problèmes étaient pourtant fort

complexes et nécessitaient sans doute une unité de vue.

A aucun moment, que ce soit en période de planification ou d'opération nous n'avons ressenti la moindre nécessité d'un transfert de compétence; tout a été réglé professionnellement et en bonne intelligence.

Je concède néanmoins et bien volontiers que des réflexions doivent être menées entre les Cantons et la Confédération mais, de grâce, que l'on ne se trompe pas de priorité. La société civile et son fonctionnement se sont transformés, parfois désagrégés. Le temps est sans doute venu de s'en préoccuper.

En conclusion: Que soient remerciés ici tous nos partenaires de l'opération Colibri, sur le plan confédéral les policiers d'IKAPOL, le Ministère public de la Confédération, les départements de la défense, de justice et police, des affaires étrangères, le CGFr, les CFF, sur le plan cantonal les polices municipales, le SSCM, le SISL, Protectas, Securitas, ORCA sanitaire, le SDIS, l'ordre judiciaire, le service pénitentiaire, la CGN, l'office du tourisme, l'EPFL, l'UNIL, l'IPSC, la Main Tendue, le Centre patronal, les TL, les services de la voirie, le service des routes et ORCA/DIAM.

Eric Lehmann,  
Commandant de la Police  
cantonale vaudoise



## Concept transport des délégations officielles



Plusieurs variantes sont envisagées pour le concept du transport des VIP. Le capitaine Christian Flueli et son staff étudient les options de la fermeture partielle ou totale d'une chaussée de l'autoroute, du train, des routes cantonales et

du lac. Au fil du temps, les informations provenant de Genève et de la France font que l'option du déplacement par voie aérienne se révèle à la fois plus rapide, plus sûre et moins contraignante, raisons pour lesquelles elle est retenue.

## Concept du logement VIP

Les deux hôtels d'abord prévus que sont le Palace et la Paix, situés au cœur de Lausanne, sont abandonnés au profit du Beau-Rivage. Ce dernier se trouve dans la zone rouge ce qui permet d'une part de rassembler les délégations dans un seul site et d'autre part d'être à proximité immédiate du débarcadère. Toutes les contraintes du centre ville, comme le problème des transports publics, sont ainsi résolues.



## Méthodes de surveillance

L'armée reçoit une mission de surveillance et de gestion du trafic de l'itinéraire. Cette dernière est montée en puissance jusqu'à la surveillance 24/24 h durant le Sommet. L'observation est opérée depuis chacun des 109 ponts de l'autoroute, de Genève aéroport jusqu'à Aigle. Ce contrôle nécessite 120 militaires en permanence du Bataillon fusiliers 26.



## Protection des personnalités au cours des transports et transferts

Chefs d'état et délégations arrivent, par avion, à Genève-Cointrin. Plusieurs scénarios sont imaginés pour leurs transferts à Lausanne puis Evian : voies aérienne, routière, ferroviaire et lacustre à destination de la zone rouge d'Ouchy, du Beau-Rivage Palace en particulier. De là, ils se rendent au débarcadère à pied, en voiture ou en car, pour prendre place dans un bateau de la Compagnie Générale de Navigation (CGN). Pour ce faire : "Au Poste de Commandement de la cellule circulation, trois gendarmes et trois poli-

*ciers de la Ville de Lausanne, assurent la permanence du 28 mai au 3 juin, alors que quatre autres gèrent la conduite opérationnelle. Ce sont quarante-quatre gendarmes vaudois et schaffousois qui prennent en charge le guidage des délégations pour le trajet Genève-Lausanne et retour, ainsi que des déplacements non planifiés. En ville de Lausanne, quelque cent policiers, qu'ils soient aspirants, gardes ou autres, surveillent les différents itinéraires et tronçons restreints au trafic. "*

Adj Gilbert Emonet







## Les missions dévolues à l'Armée

Au vu de l'ampleur du dispositif et la diversité des engagements prévus, deux forces de circonstance sont constituées, les Land Task Force et Air Task Force 'COLIBRI' (L TF et A TF). Dès le mois d'octobre 2002, les contacts avec l'Armée de Terre française sont établis.

Un accord gouvernemental franco-suisse réglant les modalités de collaboration des forces armées ainsi que des forces de police, de gendarmerie et de douane est signé le 8 avril 2003.

Toutes les phases de l'engagement 'COLIBRI', que ce soit la coordination des opérations, l'échange permanent d'information et de renseignement avec les forces terrestres et aériennes françaises engagées, se déroulent bien. Une vingtaine d'officiers de liaison sont détachés des deux côtés.

Les 13 bataillons et 4 détachements ad hoc de la Land Task Force assurent en tout 52 missions opérationnelles.



## Les structures sanitaires et psychologiques

Des postes médicaux et de structure de secours mobiles sont créés. Si le service de garde en ville est renforcé pour éviter que des patients soient désavantagés par les manifestations, l'activité opératoire du CHUV est réduite. Un régiment d'hôpital ad hoc gère 7 postes de secours, composés de 50 médecins, répondant à l'appel des forces de l'ord-

re et des troupes engagées en cas de besoin.

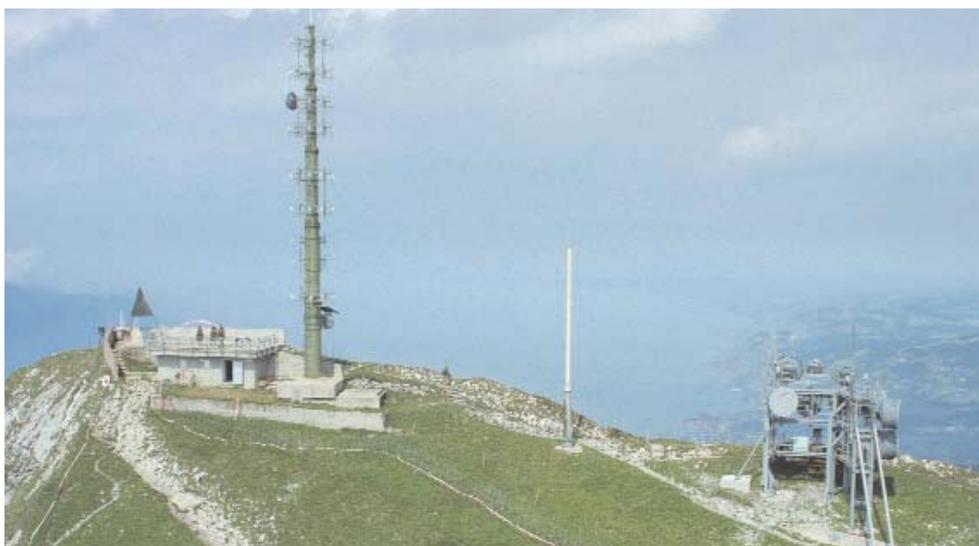
Une cellule "accueil familles victimes" est mise en place. Elle se compose de personnels du Service psychiatrique de liaison (SPL), du Service de la sécurité civile et militaire (SSCM), de la Protection civile (Pci), de l'Association cantonale vaudoise des samaritains



## Les moyens de transmissions

Le Régiment transmission 3 met en place et exploite huit réseaux télématiques dans le but de couvrir la totalité du secteur et de palier aux manques de moyens des cantons. Ceux qui sont cryptés offrent la sécurité nécessaire aux transferts des données. Un détachement de conduite de la guerre électronique surveille en permanence cette toile au profit de l'Office fédéral de la communication. Il est utile pour la détection et la localisation d'une intrusion de 'transmission sur des fréquences non-autorisées'...

Outre les nombreux travaux de coordination avec les partenaires que sont l'Armée, les Polices cantonales zurichoise et des Grisons, ainsi que la Police municipale de Lausanne, des moyens extraordinaires de transmission sont déployés et installés tant dans les véhicules que dans les postes de commandements. En plus de la couverture normale, 470 stations portables et 15 stations relais radio supplémentaires sont installés. Un engagement d'une structure provisoire POLYCOM permettant d'assurer une bonne couverture sur l'autoroute entre l'aéroport de Genève et Lausanne est testée.





# Service de l'Ordre / Maintien de l'Ordre

## Légalité, proportionnalité, opportunité

Le service de maintien de l'ordre répond à cette doctrine résumée en trois mots, afin de respecter l'expression démocratique et assurer l'ordre public.

Au préalable, les responsables équipent et forment le personnel tant de la Police cantonale que celui de Lausanne, soit 390 policiers. L'Etat-Major répertorie alors les disponibilités et les spécificités de chaque policier dans un premier temps, puis intègre dans le dispositif les 412 policiers Confédérés et 107 poli-

ciers allemands en charge du matériel lourd (canons à eau).

L'élément sanitaire du maintien de l'ordre (ESMO), dont la mission de secourisme se fait sur le champ de bataille en condition de combat, se met aussi en place, avec des soins apportés aux collègues, aux manifestants et aux badauds ainsi que la mise à l'abri à un point de jonction avec des services de secours professionnels.

La longue procédure d'équipement

finie, un planning de formation est mis sur pied du 1<sup>er</sup> au 18 mai. Tous les appelés se rendent deux jours durant à Bière, afin de parfaire leurs connaissances pour certains et recevoir une formation de base pour d'autres.

Dans sa finalité le dispositif comprend trois escadrons vaudois, trois escadrons Confédérés, ainsi qu'une section "Nestlé", un groupement englobant les spécialistes, dans lequel sont rattachés les policiers allemands.





## Cellule anti-terroriste

*"Le canton de Vaud dispose de deux structures prêtes à faire face à une menace terroriste. Elles sont jumelées dès début mai. Les tactiques et techniques d'intervention s'entraînent et s'adaptent aux cas de figures identifiés. La capacité d'engagement va de la prise d'otages à l'intervention en milieu contaminé. De son statut de réserve du Chef d'engagement découle une entrée en caserne avancée. Disponible pour les coups durs, elle apporte sa contribution dans la mission commune de maintien de l'ordre."*

*"Souple, léger et mobile" sont les particularités d'un petit oiseau aujourd'hui célèbre. Paradoxalement c'est aussi une "devise" souvent prêtée aux groupes d'intervention."*

*Sgt Marc Bardet*



## Logistique

Principaux moyens mis à disposition des autorités civiles

- 13 bataillons et 4 détachements ad hoc, soit 5'600 militaires
- 5 postes de secours sanitaire
- 4 postes de secours sanitaire mobiles
- 590 véhicules de tous types
- 6'000 vaubans dont 3'000 venus de Paris
- 100 containers
- 4 hélicoptères Alouette III
- 1 Super Puma médicalisé
- 1 Super Puma équipé de moyens d'observation
- 10 bateaux P80
- 44 bateaux de type "nacelles"

La Caserne de Bière, les quatre abris PCI d'Epalinges, de Prilly et de Pully, servent de lieu d'hébergement. Pour le seul personnel du Service d'Ordre et Maintien d'Ordre (SO/MO) du Canton de Vaud 1'614 nuitées sont enregistrées. En ce qui concerne les déplacements, les 215 véhicules utilisés du 28 mai au 4 juin parcourent quelque 121'360 kilomètres. Quant à la subsistance, pour ces mêmes dates, 10'780 déjeuners et 9'379 dîners sont servis.

Les militaires de la Land Task Force et de l'Air Task Force, au nombre total de 5'600, remplissent des missions d'appui, de surveillance et de garde au profit des autorités des trois cantons. Ils installent 1'500 barrières fusiliers territoriaux, déroulent quelque 113 kilomètres de fil barbelé et construisent des obstacles et cabanes de garde avec 38 tonnes de bois. Ils sont engagés dans les airs, sur terre et sur le lac.





## Planification de l'engagement



La planification a pour but principal de permettre au chef de se préparer à une situation et son évolution possible. Elle doit, et cela est essentiel, lui éviter de se retrouver surpris par l'ampleur d'un événement et favoriser une adaptation constante à l'évolution de la situation.

Ainsi, avec la préparation des moyens, elle constitue les bases fondamentales de tout engagement opérationnel. De la qualité de traitement de ces éléments dépendra, en grande partie, la pertinence et l'efficacité des mesures élaborées face à la problématique posée.

Les délais, de même que les investissements sur le plan organisationnel, du personnel et des moyens dépendent, naturellement, de la complexité du problème, du temps à disposition et du nombre de partenaires concernés pour sa résolution.

Pour ce qui est de la complexité, le G8, ou Sommet d'Evian, présentait des caractéristiques que l'on peut sans crainte aucune qualifier de "hors norme" tant, d'une part, les partenaires impliqués étaient nombreux et variés et, d'autre part, le temps à disposition très limité compte tenu de la dimension de l'opération.

Dès lors, l'appréhension du problème, permettant de dégager:

- une description des tâches, et par conséquent les secteurs d'actions;
- une décision dont allait dépendre l'ampleur des moyens à mettre en œuvre et à coordonner;
- un plan horaire, balisant les étapes principales de la préparation de ces moyens constituait une opération essentielle et déterminante à laquelle il s'est agi d'accorder un soin tout particulier.

Cette phase accomplie, pouvait alors s'élaborer la planification de l'engagement avec:

- un plan d'engagement de base;
- une planification prévisionnelle (décisions réservées);
- une planification subséquente (évolution de la situation).

Cette opération nécessitait la disponibilité de renseignements de qualité sur les intentions des opposants à la tenue du Sommet d'Evian. En effet, il importait de pouvoir déterminer avec une grande certitude les moments de hautes intensités (manifestations annoncées) et de prévoir avec une faible marge d'erreur l'organisation d'événements contraignants en dehors des créneaux annoncés, ceci afin, d'une part, de fixer une période d'engagement permettant de faire face aux risques évalués (en finalité du 28 mai à 1200 au 4 juin à 1200) et, d'autre part, de planifier au mieux, durant cette phase, les périodes d'engagement, de disponibilité et de repos des moyens engagés.

C'est pourquoi, l'analyse menée s'est réalisée le plus tard possible, en parallèle des négociations conduites avec les "altermondialistes", de manière à éviter que le plan d'engagement proposé ne se trouve en complet décalage avec le déroulement prévisible des événements.

Cette démarche a d'ailleurs fait apparaître que l'articulation des moyens initiale-

ment prévue devait être corrigée et adaptée afin de prendre au mieux en compte l'évaluation des risques potentiels identifiés et les caractéristiques des moyens à disposition, plus particulièrement des renforts provenant d'IKAPOL et ne parlant pas notre langue.

Ces modifications, qui ont requis flexibilité et confiance de la part des cadres, ont permis de peaufiner et d'améliorer la planification élaborée favorisant ainsi, pendant la phase d'engagement, une conduite performante et préservant, même si cela fut parfois difficile, des plages de récupération aux moyens engagés.

Ainsi, le Commandement a pu, en toutes circonstances, s'appuyer sur l'articulation et l'organisation préparées, le "fil rouge", tout en disposant du temps nécessaire pour analyser les nouvelles situations et déclencher les mesures appropriées en engageant les moyens disponibles.

L'expérience acquise au cours de cette impressionnante opération a incontestablement permis de renforcer et d'enrichir, à tous les niveaux, les connaissances professionnelles et humaines de chacun.

"Savoir, c'est pouvoir". Nous pouvons donc désormais attendre de nouveaux défis, sans excès de confiance, mais certainement avec sérénité.

Le Commandant de police  
Lt-col Gérald Hagenlocher



## Communication

Les séances agendées à un rythme soutenu dès le mois de décembre 2002 entre les différentes parties concernées que sont les départements fédéraux, les polices cantonales et la police municipale de Lausanne, ont mis en contact de fortes personnalités d'horizons différents. Sous la houlette experte de Livio Zanolari, du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE), et Jean-Christophe Sauterel, de la Police cantonale vaudoise, ce défi est un succès. La transparence, la crédibilité et l'objectivité priment et le bien commun passe avant les intérêts personnels. Très vite, la demande, tant des médias que des privés directement, prouve que les options adoptées sont les bonnes. Le site Internet déjoue les attaques et enre-

gistre 127'991 visites au 18 juin 2003. Quant à la permanence téléphonique, elle renseigne et rassure la population comme les milieux économiques du 12 mai au 3 juin. Un journal électronique nommé G8Actu est diffusé dans les rangs des polices et de l'armée les jours clés du Sommet d'Evian. Les représentants du DFAE, de l'Armée, des polices cantonales vaudoise et valaisanne ainsi que la police municipale de Lausanne, et la France, se cotoient à l'Aula des Cèdres, à Lausanne du 28 mai au 3 juin; lieu adéquat, à satisfaction des journalistes du monde entier qui ne manque une semaine durant, d'utiliser les infrastructures mises à leur disposition.

• Nombre d'articles parus dans la presse écrite:	<b>2'445</b>
• Journalistes de passage aux Cèdres:	<b>200</b>
• Accréditations délivrées aux journalistes et photographes pour le Beau-Rivage Palace:	<b>100</b>
• Trafic global du site Internet, au 18.06.2003:	<b>38'491'260</b>
• Attaques contre <b>www.g8info.ch</b> :	<b>366</b>
• Appels pour la permanence téléphonique, du 12.05 au 03.06.2003:	<b>3'705</b>
• Lettres reçues:	<b>263</b>



## Modularité et coopération à tous les échelons

L'opération 'COLIBRI' vécue à l'échelle 1 sur 1 par tous les militaires engagés, du soldat à l'officier supérieur, est à considérer comme une expérience unique et exemplaire. Tous peuvent être fiers de la précieuse collaboration qu'ils ont apportée à la réussite de ce challenge audacieux.

L'Armée a rempli sa mission avec succès dans un grand esprit de solidarité avec les forces de police et tous les partenaires impliqués dans la sécurité du Sommet d'Evian. Le respect et la rigueur appliquée aux engagements opérationnels furent à tous les échelons d'une grande efficacité.

La modularité des forces engagées, la coopération (inter forces et interarmées) entre deux pays, trois cantons, l'Air Task Force, la Land Task Force, le Corps des Gardes Frontières et le Corps des Gardes Fortifications sont les atouts majeurs de la réussite d'une telle opération.

Face au scepticisme et aux mises en doute de notre action qui prévalaient au début, l'Armée a démontré la **nécessité** absolue de son engagement auprès des autorités des cantons de Genève – Vaud – Valais et auprès de la population de notre pays. Notre présence a été rassurante et très positivement accueillie.



Div Luc Fellay  
Commandant de la Land Task Force



## Dispositif valaisan



La quasi totalité de l'effectif de la Police cantonale valaisanne est placée en alerte le temps du Sommet. Sur environ quatre cent vingt personnes, deux cent cinquante hommes composent la gendarmerie, parmi lesquels cent cinquante sont formés au maintien de l'ordre. La Police de sûreté compte cent unités, le solde des effectifs composant les services Etat-Major et Formation.

Les dispositifs sont mis en place à St-Gingolph et au Bouveret, dans le Chablais valaisan, aux postes-frontières du Grand-St-Bernard, de Brigue/Domodossola et à Gondo.

L'effort principal des effectifs de maintien de l'ordre privilégie Le Bouveret et St-Gingolph. Les sections Service de l'Ordre / Maintien de l'Ordre, concentrées dans ce secteur, atteignent cent quarante unités au plus. Elles exercent des surveillances des sites susceptibles de présenter un danger particulier. Trente hommes supplémentaires en uniforme s'activent dans ces mêmes zones 24/24.

Cinquante hommes et cent cinquante militaires assurent une présence permanente dans le cadre de missions d'observation et de guidage dans le Chablais valaisan alors que d'autres forces surveillent cinq points jugés potentiellement à risque, comme les postes-frontières.





26 mai

## Engagement des forces aériennes



Les Forces Aériennes (A TF) occupent trois bases opérationnelles: Bière pour les hélicoptères Super Puma et Alouette III, Sion pour les Pilatus PC-7 et Payerne pour les FA-18 et Mirage 2000 français. L'engagement de la flotte d'hélicoptères est attribuée à la Land Task Force de façon à être cohérent et comparable à l'Aviation Légère de l'Armée de Terre française (ALAT). Deux officiers de l'A TF commandée par le divisionnaire Markus Gyax sont inclus dans l'Etat-Major de la L TF.

Les Forces Aériennes assurent la police de l'air, la surveillance de l'espace aérien ainsi que les transports des délégations entre Genève et Lausanne en étroite collaboration avec l'Armée de l'Air française.

Un radar aérien français est déployé à Corsier-sur-Vevey pour couvrir le contrôle de la bulle aéroterrestre de défense et d'interdiction de vol dans un rayon de 10 à 30 kilomètres autour d'Evian. La protection de ce radar est assurée par les militaires suisses. Un Super Puma médicalisé, engagé au profit du CHUV à Lausanne, assure les transports pour une greffe d'organes multiple qui se déroule dans la nuit du 31 mai au 1er juin.

Un autre hélicoptère équipé spécialement donne l'occasion aux forces de police d'observer les manifestations. Les images filmées sont alors transmises 'online' aux postes de commandement des polices cantonales et de la Land Task Force.

28 mai

Événements en Valais

Du 28 au 31 mai, un groupe SO/MO est présent au tunnel du Grand-St-Bernard, gare Sud, en appui des gardes-frontières et en collaboration avec la Police italienne afin de filtrer, identifier les altermondialistes, séquestrer les objets dangereux et éventuellement refouler des personnes signalées.

Les PC front sont opérationnels au Bouveret et au Grand-St-Bernard, un PC arrière d'arrondissement à Martigny et le PC arrière cantonal à Sion, à l'hôtel de Police.

Les mêmes dispositifs de filtrage sont établis en gare de Domodossola et au poste-frontière de Gondo dans le Haut-Valais. Un groupe SO/MO de douze

hommes stationne à Brigue et intervient sur demande, entre le 28 et le 30 mai, dans les trains en provenance d'Italie et à Gondo. Six gardes-frontières et trente-six policiers assurent constamment les contrôles en gare de Domodossola, aidés par vingt-cinq hommes de la Police ferroviaire pour les contrôles des trains internationaux. Un PC front et un PC arrière respectivement à Domodossola et à Brigue durant tout l'engagement.

Pour toute la durée du G8 cinq agents, avec un bateau, sont détachés et placés sous le commandement de la Police vaudoise, dans le cadre du dispositif mis en place sur le lac Léman.





## Les PC de la Land et de l'Air Task Force



Alors que la Land Task Force (L TF) a son Poste de Commandement (PC) à la Blécherette, l'Air Task Force dispose de deux PC opérationnels à Dübendorf et à Payerne.

D'autre part, la L TF et ses Etats majors de Liaison (EM li), avec les autorités cantonales VD - GE - VS, les Postes de Commandement Etat-Major de liaison Lac et Corps des Gardes Frontière, ainsi que ceux des régiments et bataillons des troupes directement subordonnées ont également leurs propres postes de commandement afin d'analyser et d'apprécier l'évolution de la situation à leurs niveaux de même que leurs propres missions.

Milice oblige, la Land Task Force a un rythme de conduite dès le 19 mai, bien plus tôt que les forces de police, question aussi de peaufiner les dispositifs, de répéter l'instruction en particulier les

'Rules of engagement', la nouvelle technique de tir de combat (NTTC), les manipulations des nouvelles radios SE 135/235, et l'instruction générale de base notamment sanitaire et ABC (Atomique, Biologique, Chimique).

Pour l'Etat-Major de la L TF, il faut aussi s'imprégner un rythme de travail et de conduite. Le Poste de Commandement est occupé dans un premier temps partiellement, puis 24/24h du 26 mai au 6 juin 2003. Un rapport de situation se déroule chaque jour à 11h30 et cinq rapports fronts ont lieu avec les commandants de troupes directement subordonnées.

## PCO et PCE de la Police cantonale vaudoise

Le PCO (poste de commandement des opérations) est situé à proximité immédiate du Centre d'engagement et de transmissions (CET) renforcé pour l'occasion. Ce service assure les missions ordinaires et, avec la Rédaction Romande de VIA-SUISSE, relayent l'information routière en continu pour tout le bassin lémanique.

Le PCO réunit, autour d'une table ronde, toutes les instances décisionnelles et a, dans cette optique, la tâche d'obtenir une vision globale de l'événement.

Pour ce faire, ce poste dispose d'outils techniques tel que le journal des événements majeurs (JEM) relayant les informations en direct entre Genève, Sion, Evian et les différents PCE vaudois au nombre de 11. En outre, les 14 personnes œuvrant dans cette enceinte et réceptionnant toute autre information les transmettent immédiatement aux responsables de la conduite.

Cette manière de procéder autorise les responsables de la conduite, en cas d'incidents d'importance à modifier rapidement et efficacement le dispositif, en



s'appuyant sur les décisions réservées et autres prescriptions planifiées.

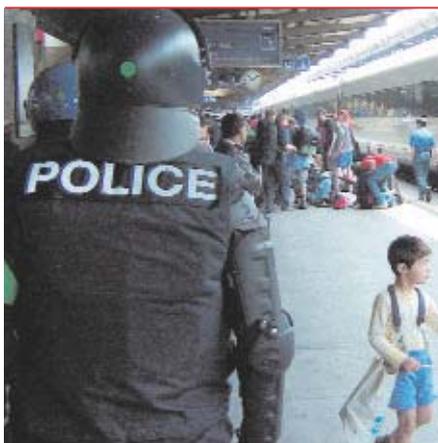
Les PCE (poste de commandement à l'engagement), dont les plus importants sont, ceux de la sécurité lacustre, de la circulation et escorte, judiciaire, ainsi que la zone portuaire, sont compétents pour gérer les problèmes courants.

Ce choix de déléguer le maximum de compétences au divers PCE, décharge ainsi le PCO de problèmes secondaires pour pouvoir se concentrer sur les éléments d'une certaine gravité et ayant un impact conséquent, nécessitant des ressources importantes.



**29 MAI**

**1ère manifestation à Lausanne**



"La Police ferroviaire Romandie observe et renseigne sur les déplacements par chemin de fer et accompagne certains trains à risque comme c'est le cas ce jour-là. Elle compte sur l'appui des collègues des régions Mitte et Ost qui annoncent à la Polfer G8 tous les déplacements des manifestants depuis les gares de Zurich, Berne et Bienne. Sur le coup des 14h00, plusieurs centaines d'altermondialistes débarquent des trains en provenance de la Suisse allemande."

Pascal Delessert,  
Chef de la Police ferroviaire

Suite à cela, "Le travail d'observation débute l'après-midi avec l'arrivée des manifestants en gare de Lausanne. Il se poursuit, de l'intérieur comme de l'extérieur, par la prise en charge de la manifestation, sur laquelle la pluie ne tarde pas à s'abattre. La foule est très disparate puisqu'elle se compose à la fois de familles, de mouvements syndicaux, de black-blocks et d'autres. Les altermondialistes de toutes catégories se mélangent. Un petit nombre d'entre eux cherchent la confrontation avec les forces de l'ordre entre Chauderon et la Riponne, mais ils sont immédiatement canalisés par les "poulettes", le service de sécurité des organisateurs. Sur la place et devant la tournure festive, les black-blocks laissent tomber le masque. Dès 20h30, les gens se dispersent tranquillement."

Insp Eric Schmutz

Parallèlement, "La cellule circulation de la police travaille en étroite collaboration avec le service d'ordre des altermondialistes afin de créer un climat de confiance. Les motards prennent au préalable les dispositions pour évacuer les véhicules du parcours, ils téléphonent aux propriétaires et les enjoignent à les déplacer."

Premier lieutenant Thomas

Quant à l'hébergement des manifestants, il se fait en deux lieux puisque quelques dizaines de tentes se dressent au camping de la Bourdonnette et sur le terrain d'Oulala C'Forum à Dorigny.



**30 MAI**

## Halte de cyclistes devant Nestlé



Quelque 250 cyclistes venus de Berne, passés par Fribourg, pédalent dans Vevey. L'humeur est festive devant les palissades qui entourent le bâtiment Nestlé.

*"Vendredi 30 mai, de la Blécherette nous avons fait mouvement sur Vevey. Temps magnifique, soleil de plomb sur carrosserie blindée. Des 30° ambiants, nous approchons allégrement les 45° dans notre pirhana, une sauna en somme. Un comble, pour notre blindé qui porte un nom de poisson."*

Sgt Claude Siegenthaler

## Et arrêt aux frontières

Du côté des gardes-frontières, ce sont 560 effectifs autorisés qui couvrent les 604 kilomètres de frontière avec 20 postes-routes ainsi que plusieurs éléments mobiles. L'attitude est au filtrage plutôt qu'au barrage. L'opération dans les postes réactivés se fait par paire, un garde-frontière et un militaire côte à côte. Cette réactivation de certains postes facilite la résorption de files d'attentes mais non l'interpellation de groupes de manifestants, par la dispersion des ressources. On a découvert, chez trois groupes distincts de jeunes: armes, cagoules, fusées de détresse et autres objets de la même veine.



## 31 MAI Arrivée des chefs d'Etat et sécurité au Beau-Rivage Palace

Les avions des chefs d'Etat des pays émergents et du NEPAD se posent un à un à Cointrin. De fait, les transferts hélicoptérés de Genève à Lausanne s'échelonnent sur la journée. A l'Hôtel Beau-Rivage, les rencontres bilatérales et celles organisées entre chefs d'Etat et journalistes se succèdent. Ils se retrouvent tous en fin d'après-midi pour une séance photo sur le perron de l'hôtel.

*"Après une douzaine d'heures de fouille complète du Beau-Rivage Palace et de ses abords par le GSD, ce ne sont pas moins de 168 policiers IKAPOL, une trentaine d'employés Protectas et une trentaine d'inspecteurs de la police de sûreté vaudoise qui se relayent pour assurer la sécurité du logement des personnes invitées 24/24 heures. Parallèlement quelque 80 policiers confédérés et vaudois ont assuré les escortes de ces personnalités entre le Beau-Rivage Palace et leur lieu d'arrivée et de départ."*

Chef de la brigade financière,  
Philippe Gitz



## Nudistes dans les rues et les feux au lac



Pendant ce temps dans les rues de Lausanne, des individus déambulent en tenue d'Eve du côté de l'avenue de Cour et aboutissent à la Place de Milan où ils s'affalent sur la pelouse du rond-point. Le soir même, ce sont une cinquantaine de feux qui s'allument sur les rives du lac Léman.



1<sup>er</sup> JUIN

## Dimanche mouvementé en ville

C'est aux aurores que le camping de la Bourdonnette s'éveille. Des manifestants se dirigent sur la ville et saccagent tout sur leur chemin laissant dans leur sillage arbres tronçonnés, containers en feu, vitrines brisées tandis que des stations services et commerces sont en partie vidées de leurs articles.



*"Le dimanche 1<sup>er</sup> juin, la journée débute par une première intervention à 7h37, suite à la demande du Corps de police, pour un conteneur en feu au giratoire de la Maladière.*

*Un véhicule tonne-pompe avec quatre hommes, accompagné de plusieurs motards de la police, se trouve sur les lieux quand subitement, le véhicule d'intervention est "caillassé" par une dizaine de manifestants redescendus de l'avenue des Figuiers.*



*Au vu de la tournure des événements, je décide, dans un premier temps, de retirer momentanément l'équipe d'intervention de la zone de la Maladière et, ensuite, de renforcer l'effectif du Corps professionnel par le rappel du personnel du Poste-Permanent qui a terminé son service à 7h00.*



*Durant la journée du dimanche 1<sup>er</sup> juin, dix-neuf interventions du Corps de sapeurs-pompiers professionnels sont faites dans le cadre du G8, tout en assumant les autres missions locales, régionales et cantonales, soit neuf interventions."*

Commandant du Corps  
de sapeurs-pompiers,  
Col Jean-François Cachin

A quelques kilomètres de là, sur l'autoroute Genève-Lausanne, deux manifestants se penchent de part et d'autre du pont qui surplombe la rivière de l'Aubonne. Sous la pression des automobilistes et dans la confusion générale, un policier coupe malencontreusement la corde et l'un d'eux fait une chute d'une vingtaine de mètres dans le lit de l'Aubonne. Immédiatement secouru, il est médicalisé sur place puis héliporté par la REGA au CHUV. Grièvement blessé, ses jours ne sont pas en danger.



## Un dimanche sous le soleil

En ce dimanche matin où tout laisse présager que les citoyens de cette région profiteront des rives pittoresques du Léman pour se délasser, des informations troublantes parviennent au poste de commandement des opérations. Les occupants du camp de la Bourdonnette, équipés de tenues les plus diverses et de banderoles allant du noir aux teintes les plus colorées, se rassemblent sur la route de Chavannes et semblent vouloir se diriger en direction de la ville...

Comment expliquer le résultat d'une journée peu ordinaire sans jeter un regard introspectif sur l'immense travail effectué en amont.

*"De toutes les prescriptions, la meilleure à mon avis c'est, quand on a reconnu qu'une chose est bonne, de mettre tous ses soins à la faire"* (écrit Xénophon dans l'Hippiarque).

Prendre les décisions justes en temps opportun, exige probablement une aptitude particulière à comprendre celui et ceux qui posent un problème, à se mettre à leur place. Il s'agit de "pénétrer l'esprit des autres tout en restant impénétrable". Cette qualité éminente ne peut s'exercer que si elle est servie par un renseignement efficace.

La fonction de commandement concerne tous les niveaux de responsabilité, depuis le groupe jusqu'à l'Etat-major. A tous ces échelons, la relation entre celui qui ordonne et celui qui exécute, instaure une relation humaine complexe d'autant plus délicate qu'une tragédie peut sanctionner l'erreur.

Revenons à cette matinée du 1<sup>er</sup> juin qui ne laisse pourtant pas présager le pire... Le cortège de manifestants se met en place et décide effectivement d'emprunter les routes principales pour se rendre en direction de la zone sécurisée d'Ouchy. Notre doctrine de maintien de l'ordre tolère a priori une manifestation spontanée et non-autorisée. L'intervention de nos forces ne doit pas générer des troubles encore plus grands que ceux constatés.



Donc, comme pour les journées précédentes et afin de ne pas diaboliser la situation, la décision est prise d'empêcher toute personne de pénétrer dans la zone sécurisée et d'éviter que des cas-seurs se rendent au centre-ville.

### Le chaos

Brusquement, la situation dégénère. Les "blocs noirs" totalement imbriqués dans la manifestation (environ 1'500 personnes) saccagent les commerces, les hôtels, les propriétés privées et la voie publique sur leur parcours.

En plus des moyens présents pour canaliser la manifestation sauvage, des escadrons de maintien de l'ordre sont engagés pour interpellier les fauteurs de troubles les plus violents et refouler le cortège incontrôlé. La confrontation va durer plusieurs heures dans une intensité jamais égalée.

Pourquoi tant de violence gratuite? S'agit-il d'une volonté délibérée de créer une diversion pour soustraire des forces de sécurité aux missions de protection de chefs d'état attendus à Lausanne ce jour-là? Le chaos laissé derrière le passage des manifestants choque les résidents présents en ville ce matin-là.

### De la prévention à la répression

Vivre une telle situation ne peut être acceptée sans qu'il y ait une conséquence qui, au minimum, se traduise par un contrôle formel des participants aux événements du matin. Et c'est en connaissance de cause que le commandement a pris la décision d'effectuer un contrôle des personnes retournées au camp de la Bourdonnette. Cette action "choc" vise à obtenir la maîtrise de la situation par les forces de police. Considérée comme étant disproportionnée par une partie de l'opinion publique et insuffisante pour d'autres, elle a permis de rétablir l'ordre.

Un état de droit ne saurait tolérer des émeutes sans réagir. Il est important de briser un élan s'inscrivant dans un concept global certes compréhensible, mais qui, inadmissible sur un plan local, a totalement dégénéré.

### Une unité d'action cohérente

La conduite d'un effectif policier de plus de 2000 hommes et femmes de différents horizons, sans compter les nombreux partenaires et militaires présents par milliers dans le dispositif vaudois n'est pas une sinécure. Bien évidemment, les responsables de la sécurité des cantons et de la Confédération doivent prendre en

considération l'expérience vécue afin d'améliorer, dans chaque domaine concerné, ce qui doit l'être.

Je suis tout à fait conscient des corrections à entreprendre (certaines sont déjà en cours). Il faudra étudier par exemple nos réseaux et moyens de transmission qui doivent permettre une conduite pluridisciplinaire cohérente. La poursuite des synergies entre les différents corps de police qu'ils soient issus de la Confédération ou de pays voisins. L'adaptation des outils législatifs autorisant des actions préventives anticipant l'événement. La mise à disposition de ressources humaines et financières simultanément à la mission reçue, permettant ainsi l'accomplissement des objectifs. Enfin, poursuivre les mesures visant à

améliorer la transmission de l'information entre toutes les parties.

Le résultat final, malgré les problèmes recensés, doit être considéré comme satisfaisant au vu des nombreux objectifs fixés et des très nombreuses contraintes imposées. Comme je l'ai souvent affirmé, aucun matériel, moyen technique, ne vaut et ne vaudra jamais l'homme et la femme qui s'en servent. L'unité d'action des forces de police confirme cet adage et le résultat atteint.

Nous le devons d'abord au personnel qui a su répondre présent en toute circonstance. Merci à eux.

Lt-col Alain Bergonzoli,  
Commandant de la gendarmerie  
et Chef des opérations



## 1<sup>er</sup> JUIN



## Dimanche mouvementé en ville

C'est en début d'après-midi que les forces de l'ordre investissent le camping de la Bourdonnette où ils interpellent quelque trois cent personnes.

Cette succession d'événements pousse le Conseil d'Etat et la Municipalité de Lausanne à annuler la manifestation prévue en fin de journée mais à autoriser un rassemblement qui a lieu dans le calme sur la place de Milan. Il est suivi d'une mini-manifestation sans heurt avec les forces de l'ordre.

## 2 JUIN

## Action de Greenpeace sur le Léman

Les événements débutent sur les eaux du Léman ce lundi 2 juin.

"A 10h15, un porte-parole de Greenpeace informe que quatre embarcations légères quittent le port de Vevey pour se rendre au large d'Evian. Une vedette militaire P80 et un bateau de la brigade du Lac sont immédiatement dépêchés. Escortés jusqu'à mi-lac, les manifestants sont pris en charge par le service de sécurité français. Peu après, et selon les témoignages, une des embarcations Greenpeace est éperonnée par un Etraco de l'armée française. Ce pneumatique regagne la côte suisse où ses occupants sont identifiés et dénoncés par la gendarmerie vaudoise."

Adj Philippe Bonzon



© Greenpeace / Mentha



## Journée information des Commandants



Sur la terre ferme, les Commandants et Chefs de police des Villes sont à Lausanne. C'est accompagné d'une importante délégation militaire, avec à sa tête le Commandant de corps Christophe Keckeis, Chef de l'armée, que M. le Conseiller fédéral Samuel Schmid participe à la journée d'information à l'attention des Officiers généraux et des Commandants des polices cantonales. Après une présentation générale des dispositifs Colibri par le Commandant de la Gendarmerie vaudoise Alain Bergonzoli et les Divisionnaires Luc Fellay et Markus Gygax, les invités visitent les postes de commandement opérationnels (PCO) de la police et de l'armée. Ils se rendent l'après-midi dans les dispositifs d'Ouchy et du Beau-Rivage ainsi qu'au centre médias de l'Aula des Cèdres.





## 3 JUIN

## Bilan et répercussions

Tant la libre circulation des délégations des pays émergents et du NEPAD que leur sécurité et celle de la population est assurée du côté suisse durant le Sommet. Les six Conseillers fédéraux présents à Lausanne ont l'occasion de participer à vingt discussions bilatérales à l'Hôtel Beau-Rivage et le Président de la Confédération, Monsieur Pascal Couchepin, de se déplacer à Evian sans encombre.

Des actions d'altermondialistes engendrent il est vrai des perturbations sur l'autoroute et en ville au cours du G8. Des casseurs occasionnent de nombreux dégâts même si l'intervention des forces de l'ordre les limite. En terme de chiffres, on dénombre quatre policiers blessés ainsi que quelques manifestants alors que 76 plaintes sont déposées pour un total de 315 interpellations, 28 sont dénoncés à l'autorité compétente.

Une cellule "Identifications et Transferts judiciaires" est spécialement mise en place au Mont.

*"Abri trop grand ? Effectif trop nombreux ? Situation trop calme ? Telles étaient les interrogations d'avant le 1er juin. Mais alors, quelle fourmilière ce fameux dimanche. Prévu pour recevoir 50 personnes au maximum, le Centre d'identifications et de tri situé à l'abri de la PCi de Crétaison au Mont voit passer plus de 150 personnes, retenues dans 4 box dont la solidité est mise à très rude épreuve. Et les fourgons de transfert, pleins, qui continuent à arriver sur le parking... En résumé, un bon moment de stress, une activité remarquable des collaborateurs de la cellule, une organisation qui fonctionne bien et en définitive, une expérience enrichissante à ne pas renouveler, toutefois, toutes les semaines."*

Com adjt Bernard Soldini



## La Suisse peut faire l'économie d'une Police fédérale de sécurité

Les préparatifs pour la tenue du G8 à Evian ont mis en exergue, s'agissant de la sécurité intérieure, les particularités de la France et de la Suisse.

Si en France voisine, rien n'est dit ou presque dans les médias sur les questions de sécurité alors que des compagnies de CRS et des groupements de gendarmerie occupent progressivement Evian et ses alentours, il n'en va pas de même chez nous où un large débat public s'est instauré.

Certains se sont extasiés devant la merveilleuse simplicité de la ligne de commandement française. La situation en Suisse est plus complexe, vu son organisation fédérale. En l'occurrence, l'octroi par le Conseil fédéral des contingents policiers pour les engagements inter cantonaux est du jamais vu jusqu'ici.

Les discussions entre les gouvernements cantonaux concernés et la Délégation du Conseil fédéral à la sécurité en vue de la mise en place des dispositifs de maintien de l'ordre dans le cadre des manifestations annoncées n'ont pas manqué d'être critiquées pour leur apparente lenteur, par les partisans d'une centralisation policière. A leurs yeux, la complexité actuelle n'est plus tolérable. Une police fédérale de sécurité, dotée de larges compétences, serait mieux à même de maîtriser ce type d'événement, sa ligne de commandement beaucoup plus simple, donc plus efficace !

Force est de constater que l'uniformisation des lois et la concentration des pouvoirs apparaissent de plus en plus comme un progrès en soi. Voulant expliquer à un hôte étranger certaines subtilités du fonctionnement de nos institutions fédérales, un helvète lui aurait tenu ce propos :

"C'est très simple, il suffit de respecter trois principes qui n'en font qu'un : La Suisse est compliquée.

Si on a compris ça, tout s'éclaire !"

A tous ceux qui se demandent si notre pays peut encore faire l'économie d'une police fédérale de sécurité, il faut résolument répondre par l'affirmative. La riposte aux débordements attendus nous offre l'occasion de démontrer que l'on peut parfaitement concilier complexité réelle ou supposée et efficacité.

Bernard Geiger,  
Commandant de la Police cantonale valaisanne







## Démontage des zones sécurisées



Le démontage des dispositifs débute le 3 juin à 24h00 et se termine le 6 juin 2003, date correspondant à la fin du cours de répétition des troupes engagées dans l'opération.

C'est dès le mois de mars que des bataillons du régiment d'infanterie de montagne 5 VD sont occupés pour des travaux de renforcement du terrain à l'aéroport de Genève alors que l'opération 'COLIBRI' avec le démontage et le réaménagement permanent des barbelés se termine le 24 juin, soit vingt jours après la fin du Sommet. C'est le régiment d'infanterie de montagne 6 VS qui termine cette mission de désengagement.

Aucune perte de matériel relevante n'est à signaler.



## Reddition et restitution du matériel

*"Le matériel de l'armée, les véhicules en prêt et le matériel de la Police cantonale sont les trois principaux axes de la phase de désengagement.*

*Le matériel militaire spécifique obtenu auprès de l'armée est rendu à l'arsenal de Bière avant la fin du mois de juin.*

*Les véhicules prêtés par l'armée et d'autres partenaires, environ 215, sont restitués dans les 7 jours suivant la fin de l'engagement.*

*Quant au matériel de la Police cantonale attribué aux diverses cellules, sa reddition s'effectue dans les jours qui suivent le bouclage de l'opération. Pour ce dernier point, le manque de locaux de stockage pose un problème majeur qui est actuellement partiellement résolu par la mise à disposition de locaux par l'armée."*

Lt Dominique Rossi





## La sécurité une affaire d'équipe

L'opération Colibri réunit de nombreux partenaires, qu'ils soient étrangers, fédéraux ou cantonaux, civils et policiers.

Au niveau fédéral l'on note la présence des Départements Militaire, Justice et Police, Affaires étrangères, Ministère public de la Confédération, ainsi que celle des policiers confédérés dans le cadre du concordat IKAPOL.

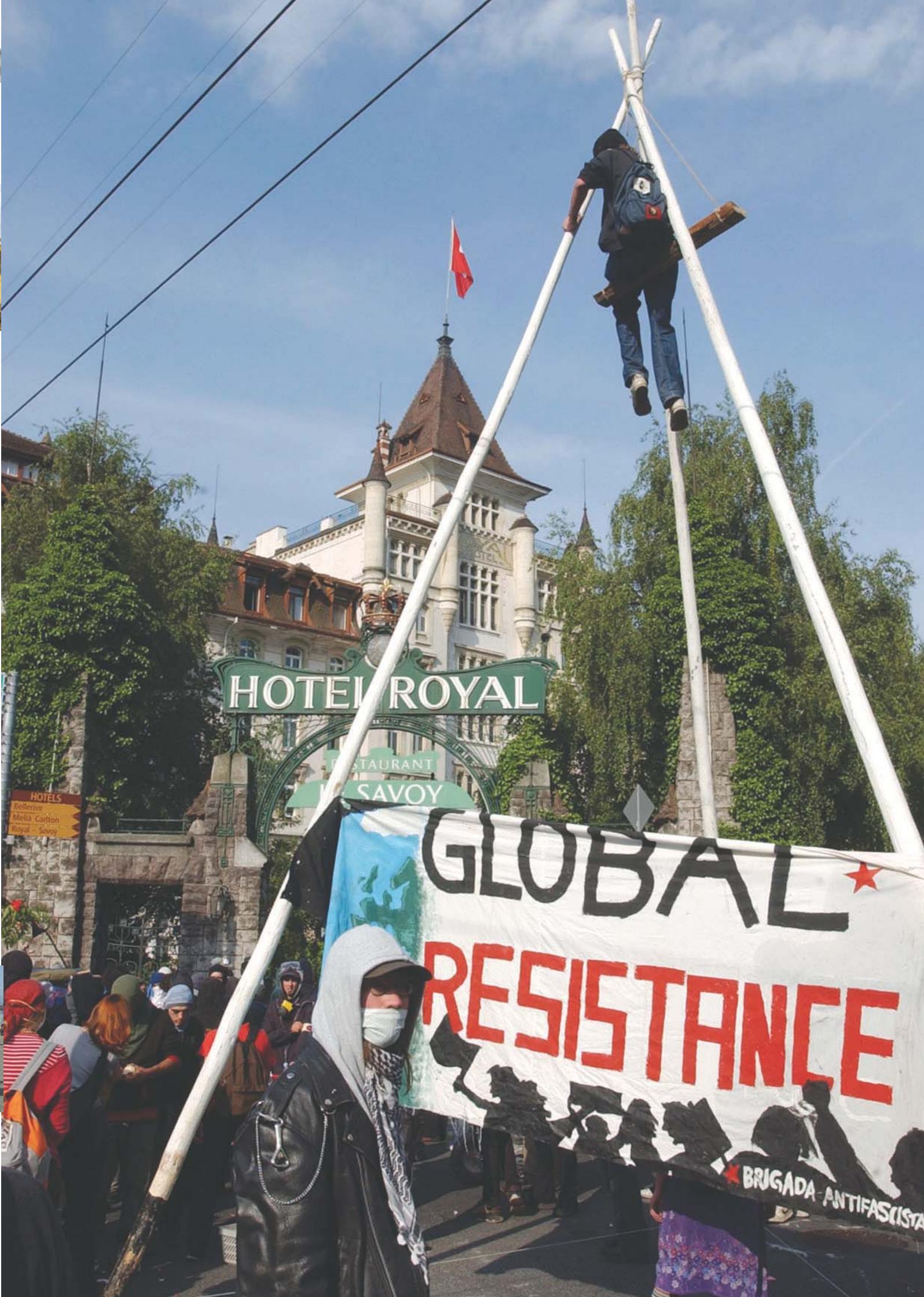
Les polices cantonales genevoise, vaudoise et valaisanne, la police de Lausanne et les polices municipales vaudoises collaborent étroitement le temps d'un Sommet...

Au niveau cantonal, chacun dans leur domaine, les entreprises de sécurité privée (Protectas et Securitas), le Service de sécurité civile et militaire (SSCM), la protection civile (PCi), l'IPSC, l'Ordre judiciaire, le Service pénitentiaire et ORCA/DIAM contribuent à la sécurité. Tandis que sociétés de transports publics (CGN, CFF, TL, etc.) et Grandes Ecoles (EPFL, l'UNIL) se mobilisent et dispensent leurs services soit aux chefs d'Etat et délégations, soit à la population ou aux manifestants. Les voiries cantonale et communales font en sorte que les axes routiers soient dégagés. Le CGFr, renforcé par des miliciens, filtre l'afflux des personnes aux frontières. La sécurité lacustre est renforcée par l'appui de la SISL, relayant l'information et la prévention à proximité des ports lémaniques. Sur terre, les Services de Défense contre l'Incendie et de Secours (SDIS) sont prêts à intervenir si nécessaire.

Les dispositifs sanitaires civil et policier apportent leur soutien aux blessés suite aux aléas des manifestations. La Main Tendue, associée à la cellule "Téléphone - information à la population", peut reconforter les citoyens en proie aux soucis découlant parfois des inquiétudes ou ravages perpétrés par des casseurs.

Dans un esprit de communication, les services de presse des polices cantonales et lausannoise, le DFAE, le DDPS, la déléguée à la communication du DSE, le Centre patronal, l'Office du tourisme vaudois, Lausanne Tourisme, le Service d'information de la ville de Lausanne, le BIC et la HEP sont largement associés à la démarche tendant à la diffusion de l'information.





HOTEL ROYAL

RESTAURANT SAVOY

GLOBAL RESISTANCE

BRIGADA ANTIFASCISTA

HOTELS Eclectique Milla Carlton Royal - Savoy



## Les remerciements du Préfet de la Haute-Savoie



Cette année a été marquée par un événement important pour nos deux pays, la tenue du Sommet des chefs d'Etat à Evian au bord du Lac Léman.

Dès l'annonce de l'événement, la France a demandé l'appui de la Suisse pour son organisation. C'est en étroite collaboration que nous avons travaillé pour en assurer le bon déroulement et nous y sommes largement parvenu.

Les trois cantons (Valais, Vaud et Genève) et la Confédération ont concrétisé et démontré qu'au delà du cadre juridique fixé par l'accord signé entre les 2 pays, les hommes et les femmes, tous services confondus, ont su et aimé travailler ensemble.

Je tiens personnellement à remercier les autorités et tous les acteurs suisses qui ont contribué à ce succès et à souligner que l'excellence de la coopération transfrontalière en matière judiciaire, douanière et policière nous permet d'envisager l'avenir avec sérénité.

Qu'il me soit permis de rendre un hommage appuyé aux forces de sécurité suisse et de les assurer de toute mon estime et celle de nos concitoyens pour leur engagement et leur professionnalisme.

Jean-François Carencio  
Préfet de la Haute-Savoie



## Remerciements

Un vent de solidarité a soufflé dans les rangs des polices, afin d'assurer la réussite de ce Sommet d'Evian dans le respect de la démocratie, tel le pacte de 1291 et dans un esprit d'unité européenne.

A vous Chers Collègues des cantons et des villes de:

Schwytz, Uri, Obwald, Nidwald, St-Gall, Lucerne ville et canton, Tessin, Zoug, Soleure, Grison, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Zurich Ville et Canton, Neuchâtel, Jura, Thurgovie, Fribourg, Soleure, Argovie, Valais, Genève et des communes vaudoises, à vous Chers Collègues d'Outre-Rhin,

dans des conditions parfois difficiles, votre motivation et votre professionnalisme ont été la clé de notre succès. Nous ne pouvons ici que vous transmettre nos vifs remerciements pour votre engagement sans faille.



## Anecdotes et photos insolites

Lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> juin, au départ de la piscine de Bellerive, il y a eu un grand coup de tonnerre suivi immédiatement d'une violente pluie. Les manifestants anti-G8 ont alors hurlé: METEO NATIONALE ... METEO DU CAPITAL ... METEO NATIONALE ... METEO DU CAPITAL ...



En "queue de peloton" de la manif du 1er juin, habillés en Black block et rattachés au groupe Observation judiciaire, nous avons voulu traverser un cordon de policiers qui ont lancé une grenade lacrymogène à nos pieds. Les badauds n'ont pas du comprendre pourquoi trois manifestants riaient aux éclats après avoir été "gazés". Nous avons ensuite appris que c'est dans ce même cordon qu'un cocktail Molotov avait été lancé, faisant un blessé. Ceci explique cela.



La délégation chinoise perturbe le canal radio de la Police cantonale pendant deux heures en installant des appareils non autorisés.

Coups de poing d'un Black block à la Bourdonnette ou tirs d'œufs d'un manifestant devant le Royal Savoy. Un policier n'est à l'abri d'aucun type de projectiles, qu'ils soient comestibles ou non, ce 1er juin.



Après 21 ans d'attente dans un garage, le camion tonne-pompe de la Police lausannoise a enfin été mis en action. Il a tenu un carrefour près des Figuiers, presque à lui tout seul, tout au long de la journée. Son moteur n'a pas été arrêté tout ce temps puisqu'il n'aurait pas pu être remis en marche, l'alternateur étant hors d'usage.



Suite à la parution dans 24 Heures du 31 mai 2003 de l'article "On entasse bien les robots" une dame, probablement âgée, nous a informés qu'elle pouvait mettre à disposition, dans son petit appartement d'Ouchy, une chambre avec deux lits et qu'elle était prête à partager sa salle de bain!



Un monsieur, également très âgé, habitant dans la zone d'exclusion, nous signalait qu'il n'avait pas vu la personne qui lui livrait ses repas à domicile et qu'il n'avait rien mangé depuis 2 jours. Il ignorait tout du G8 ...

"Problème de coordination" à la place d'armes à Bière. Un paysan demande pourquoi il doit retirer ses vaches de la zone des buts pour les tirs alors que des antennes "ONDI" y sont placées!



Cantine du CB, dimanche soir 1<sup>er</sup> juin. Alors que l'engagement ce matin pendant la manifestation a été plutôt chaud ... au menu du soir: "poulet froid"!!!

Durant les manifs les policiers ont demandé: "L'eau d'Evian, avec ou sans gaz?"

Un journaliste d'Antenne 2 constate: "Au travers de votre presse, on sent une certaine fébrilité des autorités par rapport au G8!" Le chargé de communication suisse lui répond: "En effet, en Suisse, à ce jour, plus de 1000 articles ont traité du sujet alors qu'en France seuls 10 articles ont parlé du G8!"



Notre service de renseignement nous signale que les ROE, "Rules of engagement", sont publiées sur un site Internet altermondialiste ... Un officier supérieur répond à l'officier de renseignement: "Ben, ils sont bien renseignés!"



Lors d'un contrôle, un officier voit des militaires en pose et sans chaussures, il montre la photo lors d'un rapport ... "Tous les moyens sont bons pour faire fuir l'ennemi!"

6'000 vaubans ont été mis à la disposition des autorités civiles, 3'000 sont venus de Paris où ils devaient être de retour pour le 14 juillet.

